

ANALYSE SUR LES RÉSULTATS ÉLECTORAUX DU FN ET PERSPECTIVES ANTIFASCISTES

Les nouvelles élections cantonales de mars 2015 ont montré la capacité pour le FN à mobiliser une nouvelle fois fortement son électorat traditionnel et un électorat nouvellement acquis, alors que le taux d'abstention reste élevé. Depuis les élections de l'an dernier, il parvient à accroître son maillage militant territorial, notamment en termes d'élus. Même si son pari d'arriver en tête au 1er tour n'a pas pu être réalisé - puisque c'est l'UMP qui est arrivée 1ère en nombre de voix - et son pari de conquérir certains départements n'a pas pu se concrétiser, ces résultats demeurent inquiétants.

En effet, il n'y a vraiment pas de quoi être soulagé puisque :

- Pour la première fois, le FN parvient sur ce type d'élections à déposer des listes dans tous les cantons, donc sur tout le territoire ;
- Le FN est arrivé en tête au 1er tour dans de nombreux cantons, principalement dans le Vaucluse (où il est en compétition avec la Ligue du sud du clan dissident Bompard), le Gard, le Var, l'Ain, l'Yonne, l'Oise, Nord Pas de Calais ;
- Il gagne 62 nouveaux élu-es conseillers départementaux, ce qui renforce à la fois son ancrage local (1500 conseillers municipaux, à la fois dans les villes conquises mais également dans de nombreuses villes) et lui permet d'avoir une audience institutionnelle élargie dans un processus de banalisation du parti.

Marine Le Pen se félicite d'avoir rempli en partie son « contrat » : implantation locale, professionnalisation, normalisation.

Ce nouveau scrutin est d'autant plus important qu'il intervient notamment dans le contexte post-attentats de janvier, où le FN avait été en grande partie marginalisé. Ainsi, il peut surfer sur les réactions sécuritaires, racistes et les actes islamophobes qui se sont manifestés le soir même de l'attentat de Charlie Hebdo et également après l'attentat antisémite. On doit également souligner les tentations de la droite et d'une partie du PS de l'intégrer dans « l'Union sacrée ». Le contexte récent des attentats de Tunisie, où des touristes français ont également été tués, n'a certainement rien arrangé.

Il faudrait analyser en détail la campagne du FN, qui malgré les nombreux dérapages de ses candidats, se place sur le terrain « social » et international. Son audience médiatique s'est aussi encore une nouvelle fois confirmée car le FN a réussi à polariser l'attention médiatique et politique et même Valls s'est exprimé sur sa « peur » du FN. Ce dernier ne cesse de se présenter comme la « seule alternative au système UMPS ».

Enfin, il faudrait analyser les réalités géographiques et l'évolution sociologique du vote FN, en faisant à la fois des comparaisons avec les résultats aux précédentes élections cantonales (mais il y a une augmentation incontestable) et en fonction de la dynamique électorale depuis les présidentielles de 2012. En tout état de cause, il est parvenu à capter 5,1 millions de voix au 1er tour et 4,1 millions au second, dans les nombreux cantons où il a pu se maintenir.



Les prochaines échéances électorales et la stratégie des alliances

A l'occasion de ces élections, le FN a fait une conférence de presse le 31 mars autour d'une nouvelle « charte », complaisamment relayée par le Figaro, et à comparer avec sa charte municipale de 2014.

Cette charte en 8 points, si elle n'émanait pas du FN, propose des mesures reprises au delà de d'extrême-droite : notamment « refus de toute augmentation de la fiscalité ; défendre le maintien des services publics de proximité et de qualité ; lutte contre les gaspillages, les gabégies et les fraudes sociales (au RSA notamment) ; refus de toute subvention et toute aide à des organisations ou des projets communautaristes ; défendre rigoureusement la laïcité républicaine dans tous les secteurs de la vie départementale (cantines scolaires, collèges, etc.) et interdire le port du voile dans les crèches ; soutenir les entreprises locales dans le cadre des commandes publiques effectuées par le conseil départemental ; organisation de referendum locaux, sur tous les sujets important ; développer les aides et dispositifs départementaux en faveur des personnes âgées et handicapées. »

Cette charte est un effet d'annonce médiatique mais aussi une stratégie d'alliances en direction de la droite, car elle a été proposée « aux élus et non aux partis » dans l'Ain, le Vaucluse et le Gard avant la désignation des présidences des conseils départementaux. Le FN se pose ainsi en arbitre vis-à-vis de la droite en visant à « constituer une majorité départementale avec d'autres élus ». La digue politique a semblé fonctionner en apparence malgré des positions de l'UMP traduisant une panique et un durcissement de positions idéologiques qui sont autant de signaux d'une lepénisation des idées.

Le FN se place d'ores et déjà dans la perspective des élections régionales en fin d'année et clame que son parti remportera 4 régions : Nord Pas de Calais-Picardie, PACA, Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées. Il faut également se souvenir en 1997 des alliances passées avec la droite, dans un contexte similaire de montée du FN. Et l'objectif prioritaire en ligne de mire reste les élections présidentielles de 2017.

Positions syndicales

Si, du côté notamment de FO, le positionnement pseudo-neutraliste marque une complaisance certaine vis-à-vis du FN, d'autres centrales syndicales se positionnent clairement.

Marine Le Pen avait beau affirmer que sur les milliers de candidats frontistes, « 8 CGT, 99 CFTC, 5 CFDT, 7 FO » seraient présents sur les listes FN, c'est resté surtout un effet d'annonce. Et la CGT et la CFDT ont exclu les syndicalistes qui s'affichaient sur ces listes. Par ailleurs, l'UNSA et la CFDT ont réagi récemment sur la montée des idées d'extrême droite.

Du côté intersyndical, la dynamique CGT-FSU-Solidaires initiée le 29 janvier 2014 s'est déclinée depuis sur une bonne trentaine de départements, que ce soit avec des formations ou des interventions communes (malgré quelques ratés locaux). Le 6 mai aura également lieu à la Bourse du travail de Béziers des rencontres CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et FIDL sur le thème « Extrême-droite, l'envers du décor ». D'autres initiatives sont à saluer, comme les manifestations du 21 mars - la veille des départementales - dans une trentaine de villes à l'initiative d'associations de lutte issues de l'immigration « contre les racismes et le fascisme ». Solidaires et l'UD CGT 75 ont participé à la manifestation à Paris qui a rassemblé plusieurs milliers de manifestant-e-s.



Renforcer l'implication de l'Union syndicale SOLIDAIRES

Cependant, il reste encore d'énormes efforts à faire pour les équipes Solidaires. La question de l'antifascisme ne doit pas être uniquement déléguée à des militant-es « spécialistes », mais doit être relayée au niveau de nos Solidaires locaux, de nos fédérations et de nos équipes syndicales locales. Il faut renforcer les outils existants (VISA, CONEX, les collectifs unitaires locaux), développer les formations unitaires et/ou internes en lien avec nos différentes réalités professionnelles et géographiques, en menant les débats nécessaires sur le combat contre le FN mais aussi contre les différents réseaux d'extrême droite et le confusionnisme politique (Dieudonné-Soral, Chouard, etc.). C'est à ce prix que Solidaires pourra participer à la reconstruction en cours d'un antifascisme de classe et de masse.

DEUX ANS APRÈS LA MORT DE CLÉMENT ASSASSINÉ PAR DES FASCISTES : « COMBATTONS L'EXTRÊME-DROITE ! »

Le 5 juin 2013, Clément Méric, syndicaliste, étudiant et militant antifasciste, était tué par des militants du groupuscule d'extrême droite Troisième Voie. Son assassinat s'inscrit dans une longue suite d'agressions de l'extrême droite contre des personnes en raison de leur orientation sexuelle, de leur origine ou de leur religion supposées, ou encore de leurs opinions politiques. Les actes homophobes et transphobes ont augmenté ces dernières années tout comme la remise en cause des droits des femmes. L'exclusion, le rejet de l'autre, la fermeture des frontières, la désignation des immigré-e-s, des musulman-e-s, des juif-ve-s ou des Roms comme boucs émissaires sont des attitudes qui conduisent au pire. Le gouvernement entretient un climat délétère en organisant des expulsions massives qui participent à la stigmatisation des immigré-e-s, en quadrillant les



quartiers populaires et en adoptant des lois racistes qui visent spécifiquement certaines catégories de la population.

À cela nous opposons notre volonté de vivre ensemble et notre exigence d'égalité des droits et de justice sociale. 20 ans après l'assassinat de Brahim Bouarram en marge d'un défilé du Front National, 20 ans après l'assassinat d'Ibrahim Ali par des colleurs d'affiches du Front National, le fascisme continue de tuer et reste un danger dans la rue comme dans les urnes.

Nous réclamons la tenue d'un procès pour les agresseurs de Clément. Nous défilerons en mémoire de Clément et

de toutes les victimes du racisme ou des agressions fascistes. Contre tous les racismes et le fascisme : égalité et justice sociale !

Texte d'Appel pour la manifestation du 6 juin 2015

SOLIDAIRES 84 : COMBATTRE SYNDICALEMENT L'EXTRÊME-DROITE

Le Vaucluse, son théâtre antique, son pont d'Avignon, son Mont Ventoux... et son extrême-droite : 4 mairies d'extrême-droite et deux député-e-s (FN et Ligue du Sud). Et l'extrême-droite se donne aujourd'hui pour objectif de remporter le conseil départemental du Vaucluse. **Solidaires 84** a organisé le 29 janvier 2015 une journée de réflexion « Combattre syndicalement l'extrême-droite » avec la participation de VISA13 et de la commission antifa de Solidaires afin d'échanger les expériences et de déterminer des perspectives de lutte. Le FN et la Ligue du Sud ont "raflé" 10 postes de conseillers départementaux lors des dernières élections (6 pour le FN et 4 pour la Ligue du Sud) dont une partie avec l'aide de la droite "traditionnelle". Une extrême-droite ennemie des salarié-e-s et des plus pauvres : au Pontet, Hébrard, fraîchement élu, s'en cache à peine lorsqu'il supprime la gratuité de la cantine pour les ménages aux plus bas revenus tandis que simultanément il augmente ses indemnités de 44 %. A Orange, depuis 20 ans, Bompard s'assure la sympathie des habitant-e-s en fleurissant le centre-ville et réprime dans le même temps avec violence toute forme de contestation ou d'opposition. Parallèlement, les thèses de Soral et Dieudonné rencontrent de plus en plus de succès, notamment auprès des jeunes. Depuis plusieurs mois, Solidaires 84 informe les salarié-e-s par la diffusion des 4 pages « L'extrême-droite est un danger mortel » afin de donner des arguments et de rappeler, à ceux-elles qui se seraient laissé-e-s séduire, que l'extrême-droite est l'ennemie des salarié-e-s. Malgré les difficultés, plusieurs intersyndicales ont réuni CGT-FSU-Solidaires et nous ne désespérons pas de construire des actions communes de lutte contre l'extrême-droite.



LA POLITIQUE FISCALE DES MAIRIES FN : SUPPRESSION D'EMPLOIS, APARTHEID ET RECUL DE L'ACTION SOCIALE ...

Réduction de personnel, vente des biens communaux, rabotage des subventions, voilà quelles sont les premières réalisations des maires FN emblématiques de Fréjus et du Pontet. Quand on y regarde de près, cette politique ressemble à s'y méprendre à un ensemble de mesures d'austérité digne de « la pensée dominante européenne », très éloignées des discours et des postures soit-disant « à l'écoute des préoccupations des Français »... Comme le font les gouvernements successifs depuis une bonne dizaine d'années à l'échelle du

pays, ces deux maires FN se sont engagés à ne pas remplacer les agents municipaux partant à la retraite. Cela représente un peu moins de 10 postes en 2014, "plusieurs dizaines" en 2015, assure-t-on à Fréjus. Idem du côté du Pontet avec une "vingtaine" de postes supprimés à mi-mandat. "Avec 530 salariés quand la moyenne des villes comparables est de 350, nous avons de la marge", dédramatise Joris Hébrard, reprenant ainsi à son compte la technique libérale du benchmarking pour niveler par le bas l'étiage de l'action publique.

L'idéologie d'extrême-droite est en marche

Au Pontet, la tarification des prestations municipales a été revue à la hausse (terrasses de café, location de salles municipales...). La mairie s'est désengagée du Téléthon, a mis un terme à la gratuité de la cantine pour les élèves les plus défavorisés et veut aussi mettre en vente des biens communaux bâtis ou acquis sous la précédente majorité (dont une crèche de 50 berceaux). En clair, sous couvert de mesures de désendettement, ce sont bien des mesures antisociales qu'appliquent le FN : « Il faut éviter au maximum que les gens profitent du système », glisse l'édile. S'il n'y a pas eu de coupes dans les subventions, Joris Hébrard a réclamé aux associations locales un bilan sur leur utilisation des fonds communaux. Et pour 2015, "rien n'est exclu". En ligne de mire : les associations "communautariste" et "militantes", déjà ciblées par le Front national pendant la campagne municipale. La LDH, ennemi héréditaire de l'extrême droite depuis sa création suite à l'affaire Dreyfus, ne sera pas la seule à être attaquée.



A Fréjus, si David Rachline refuse pour l'heure d'augmenter des tarifs assimilés à des impôts indirects, lui aussi a opéré des choix radicaux comme la cession de terrains municipaux. Mais c'est surtout au niveau des subventions que le maire de Fréjus a décidé de faire des économies "sans tabou". Dès l'examen du budget primitif, certaines associations ont vu l'aide de la mairie fondre parfois de plus de 60%. L'association sports et loisirs a vu la sienne rabaissée de 300.000 euros. David Rachline a aussi réduit drastiquement les dotations des trois centres sociaux de la ville, installés dans des quartiers populaires. Le centre de La Gabelle a ainsi vu sa subvention annuelle baisser de 65%, celui de l'Agachon de 57% et celui de Villeneuve de 46%. La directrice de l'un de ces centres, Sandrine Montagard a dénoncé les "conséquences dramatiques" de cette décision. David Rachline n'en démord pas : "Mme Montagard croit que son centre social est un centre socialiste. Mon pragmatisme me conduit à agir, même avec *les intouchables*".

Ces mesures draconiennes et les propos autoritaires qui les accompagnent préfigurent bien ce qu'appliquerait le FN si sa conquête du pouvoir n'est pas enrayée : une politique ségrégationniste, antisociale et ultralibérale.